

F. 95 — 1903

19 JUIN 1995. — Arrêté ministériel relatif aux conditions de nomination au grade de conseiller ou d'ingénieur-conseiller à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications et fixant le programme et le règlement du concours de recrutement pour ces grades

Le Ministre des Communications et des Entreprises publiques,

Vu la loi du 21 mars 1991 relative à la réforme de certaines entreprises publiques, notamment les articles 71 et 73;

Vu l'arrêté royal du 17 septembre 1969 relatif aux concours organisés pour le recrutement et la carrière des agents de l'Etat, notamment l'article 2, premier paragraphe, modifié par l'arrêté royal du 18 mars 1993 relatif à l'application de certaines dispositions réglementaires au personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications;

Vu le protocole du Comité de Secteur VIII du 14 juin 1995;

Vu l'avis du Secrétaire permanent de Recrutement du 27 avril 1995;

Vu les lois du Conseil d'Etat, coordonnées au 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 16 juin 1989 et du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence, motivée par la nécessité absolue de recruter du personnel afin que l'Institut belge des services postaux et des télécommunications puisse remplir ses obligations de se conformer aux normes européennes;

Arrête :

Article 1^{er}. Le concours de recrutement pour la nomination à l'essai au grade de conseiller ou d'ingénieur-conseiller comporte :

- une première partie écrite et/ou commandée par ordinateur visant à évaluer les aptitudes et connaissances de base requises pour l'exercice de la fonction. Cette partie peut éventuellement être complétée par un ou plusieurs exercices d'appréciation;

- une seconde partie qui consiste en un entretien, précédé d'un questionnaire de personnalité commandé par ordinateur, visant à examiner si le profil du candidat satisfait aux exigences spécifiques de la fonction.

Seuls les candidats qui ont réussi à la première partie ou qui ressortissent à la quote-part établie par le Secrétaire permanent de Recrutement conformément à l'article 15, § 2, de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 relatif aux concours organisés pour le recrutement et la carrière des agents de l'Etat, sont appelés à participer à la deuxième partie.

Art. 2. Cet arrêté entre en vigueur le jour de sa publication dans le *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juin 1995.

E. DI RUPO

N. 95 — 1903

19 JUNI 1995. — Ministerieel besluit betreffende de voorwaarden voor benoeming tot de graad van adviseur of ingenieur-adviseur bij het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie en tot vaststelling van het programma en de regelen van het vergelijkend wervingsexamen voor deze graden

De Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op de artikelen 71 en 73;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 2, eerste lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 maart 1993 betreffende de toepassing van sommige verordeningenbepalingen op het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie;

Gelet op het protocol van het Sectorcomité VIII van 14 juni 1995;

Gelet op het advies van de Vaste Wervingssecretaris van 27 april 1995;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 16 juni 1989 en van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de absolute noodzaak om personeel aan te werven zodat het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie aan haar verplichtingen om zich te schikken naar de Europese richtlijnen, kan voldoen,

Besluit :

Artikel 1. Het vergelijkend wervingsexamen voor de benoeming op proef tot de graad van adviseur of ingenieur-adviseur bestaat uit :

- een eerste schriftelijk en/of computergestuurd gedeelte met als doel de vereiste basisvaardigheden en -kennis voor het uitoefenen van de functie te evalueren. Dit gedeelte kan eventueel aangevuld worden met één of meerdere beoordelingsoefeningen;

- een tweede gedeelte bestaande uit een interview, voorafgegaan door een computergestuurde persoonlijkheidsvragenlijst, met als doel na te gaan of het profiel van de kandidaat overeenstemt met de specifieke vereisten van de functie.

Enkel de kandidaten die geslaagd zijn voor het eerste gedeelte of die binnen het quotum vallen vastgesteld door de Vaste Wervingssecretaris overeenkomstig artikel 15, § 2, van het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het rijkspersoneel, worden opgeroepen om deel te nemen aan het tweede gedeelte.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 19 juni 1995.

E. DI RUPO

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 95 — 1904

23 JUIN 1995. — Arrêté royal relatif au droit à rémunération pour copie privée des auteurs, des artistes-interprètes ou exécutants et des producteurs de phonogrammes et d'œuvres audiovisuelles

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, notamment les articles 55 et 57;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Considérant qu'il convient de s'assurer que les règles de répartition adoptées par la société de gestion chargée de percevoir et de répartir les droits à rémunération pour copie privée, sont conformes à la loi relative au droit d'auteur et aux droits voisins, notamment aux articles 58 et 79 de celle-ci;

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 95 — 1904

23 JUNI 1995. — Koninklijk besluit betreffende het recht op vergoeding voor het kopiëren voor eigen gebruik voor de auteurs, de uitvoerende kunstenaars en de producenten van fonogrammen en van audiovisuele werken

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, inzonderheid op de artikelen 55 en 57;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Overwegende dat moet worden nagegaan dat de verdelingsregels aangenomen door de beheersvennootschap belast met de inname en de verdeling van de vergoeding voor het kopiëren voor eigen gebruik, in overeenstemming zijn met de wet betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, inzonderheid met de artikelen 58 en 79 ervan;

Considérant qu'en application de l'article 80, alinéa 5, de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, les dispositions du chapitre XI de la loi du 3 juillet 1969 créant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée sont applicables aux infractions aux dispositions du présent arrêté;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

la loi : la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins;

la rémunération pour copie privée : les droits à rémunération visés à l'article 55, alinéa 1^{er}, de la loi;

les redevables : les fabricants, les importateurs et les acquéreurs intracommunautaires visés à l'article 55, alinéa 2, de la loi;

les supports : les supports visés à l'article 55, alinéa 2, de la loi;

les appareils : les appareils visés à l'article 55, alinéa 2, de la loi;

la société de gestion des droits : la société chargée de percevoir et de répartir la rémunération pour copie privée en exécution de l'article 55, alinéa 5, de la loi;

le Ministre : le Ministre ayant le droit d'auteur dans ses attributions.

Art. 2. § 1^{er}. Les règles de répartition de la rémunération pour copie privée que la société de gestion des droits arrête ainsi que toute modification qu'elle apporte à ces règles doivent être agréées par le Ministre.

Les règles de répartition et les modifications visées à l'alinéa précédent sont agréées si elles sont conformes à la loi.

Le Ministre peut retirer l'agrément dans le cas où les conditions mises à son octroi ne sont plus respectées.

§ 2. Les demandes d'agrément sont notifiées au Ministre par pli recommandé à la poste avec accusé de réception.

La demande d'agrément doit être accompagnée :

1° d'une copie des règles de répartition pour lesquelles l'agrément est demandé;

2° d'une déclaration mentionnant le nom et le domicile des personnes physiques ainsi que le nom, l'adresse précise du siège social et l'objet des personnes morales qui ont confié directement à la société de gestion des droits la gestion de droits à rémunération pour copie privée;

3° d'une copie des contrats conclus avec des sociétés de gestion des droits établies à l'étranger en vertu desquels la société de gestion des droits perçoit pour leur compte des droits à rémunération pour copie privée sur le territoire belge.

La société de gestion des droits est tenue de fournir tous renseignements complémentaires nécessaires à l'appréciation de sa demande.

§ 3. Lorsque le Ministre dispose des renseignements qui doivent accompagner la demande d'agrément, il en informe la société de gestion des droits par pli recommandé à la poste avec accusé de réception.

La décision d'octroi ou de refus de l'agrément est notifiée dans les trois mois à dater du pli recommandé visé à l'alinéa précédent.

L'agrément est censé être accordé si aucune décision n'a été prise à l'expiration du délai fixé à l'alinéa précédent.

§ 4. Lorsque le Ministre envisage de refuser l'agrément ou de retirer celui-ci, il avertit par pli recommandé à la poste avec accusé de réception, la société de gestion des droits. Cet avertissement indique les motifs pour lesquels le refus ou le retrait de l'agrément est envisagé.

A dater de l'avertissement visé à l'alinéa précédent, la société de gestion des droits dispose d'un délai d'un mois pour faire valoir ses moyens au Ministre par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception et être entendue à sa demande par le Ministre ou la personne qu'il désigne à cet effet.

Overwegende dat de bepalingen van hoofdstuk XI van de wet van 3 juli 1969 houdende invoering van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde krachtens artikel 80, vijfde lid, van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten van toepassing zijn op de overtredingen van de bepalingen van dit besluit;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

de wet : de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten;

vergoeding voor het kopiëren voor eigen gebruik : recht op de vergoeding bedoeld in artikel 55, eerste lid, van de wet;

de bijdrageplichtigen : de fabrikanten, de invoerders en de intracomunautaire aankopers bedoeld in artikel 55, tweede lid, van de wet;

de dragers : de dragers bedoeld in artikel 55, tweede lid, van de wet;

de apparaten : de apparaten bedoeld in artikel 55, tweede lid, van de wet;

de beheersvennootschap : de vennootschap die krachtens artikel 55, vijfde lid, van de wet, belast is met de inning en de verdeling van de vergoeding voor het kopiëren voor eigen gebruik;

de Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid het auteursrecht behoort.

Art. 2. § 1. De verdelingsregels inzake de vergoeding voor het kopiëren voor eigen gebruik die de beheersvennootschap vaststelt, alsook enige wijziging ervan, moeten door de Minister worden goedgekeurd.

De in het vorige lid bedoelde verdelingsregels en wijzigingen ervan worden goedgekeurd indien zij in overeenstemming zijn met de wet.

De Minister kan de vergunning intrekken wanneer niet meer is voldaan aan de voorwaarden gesteld voor de toekenning ervan.

§ 2. De aanvragen tot vergunning worden tot de Minister gericht bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs.

Bij de aanvraag moeten volgende stukken worden gevoegd :

1° een afschrift van de verdelingsregels waarvoor de vergunning wordt aangevraagd;

2° een verklaring waarin de naam en de woonplaats van de natuurlijke personen, alsook de naam, de zetel en het doel van de rechtspersonen zijn vermeld, die het beheer van hun rechten inzake de vergoeding voor het kopiëren voor eigen gebruik rechtstreeks aan de beheersvennootschap hebben toevertrouwd;

3° een afschrift van de contracten gesloten met in het buitenland gevestigde beheersvennootschappen, op grond waarvan de beheersvennootschap voor rekening van die buitenlandse vennootschappen de vergoedingen voor het kopiëren voor eigen gebruik in België int.

De beheersvennootschap moet alle aanvullende inlichtingen verstrekken die nodig zijn voor de beoordeling van haar aanvraag.

§ 3. Wanneer de Minister over de inlichtingen beschikt die bij de aanvraag tot vergunning moeten worden gevoegd, brengt hij de beheersvennootschap hiervan op de hoogte bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs.

De beslissing tot toekenning of tot weigering van de vergunning wordt ter kennis gebracht binnen drie maanden te rekenen vanaf de aangetekende brief bedoeld in het vorige lid.

De vergunning wordt geacht te zijn verleend indien geen enkele beslissing is genomen nadat de in het vorige lid bepaalde termijn is verstreken.

§ 4. Wanneer de Minister voorneemt is de vergunning te weigeren of in te trekken, geeft hij hiervan bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs kennis aan de betrokken beheersvennootschap. In deze kennisgeving worden de redenen voor de weigering of de intrekking van de vergunning vermeld.

Te rekenen vanaf de kennisgeving bedoeld in het vorige lid, beschikt de beheersvennootschap over een termijn van een maand om door middel van een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs bij de Minister beroep aan te tekenen tegen de beslissing en om op haar verzoek door de Minister of door de persoon die deze laatste daartoe aanwijst, te worden gehoord.

Lorsque l'avertissement porte sur un éventuel refus d'agrément, le délai fixé à l'article 2, § 3, alinéa 2, est suspendu durant un mois.

§ 5. L'octroi, le refus et le retrait de l'agrément sont notifiés à la société de gestion des droits par pli recommandé à la poste avec accusé de réception.

Art. 3. La société de gestion des droits remet le 30 juin et le 31 décembre de chaque année au Ministre un rapport sur la perception et la répartition de la rémunération pour copie privée.

Art. 4. § 1^{er}. Les redevables remettent chaque mois une déclaration à la société de gestion des droits avant le vingtième jour qui suit le mois auquel elle se rapporte.

§ 2. La déclaration visée au § 1^{er} mentionne :

1^o le nombre ainsi que les caractéristiques et la durée d'enregistrement des supports mis en circulation sur le territoire national au cours de la période couverte par la déclaration;

2^o le nombre ainsi que les caractéristiques et le prix de vente pratiqué par le redevable des appareils mis en circulation sur le territoire national au cours de la période couverte par la déclaration.

Le Ministre peut prévoir des mentions supplémentaires en vue de l'établissement du montant de la rémunération et rendre obligatoire un modèle de déclaration.

§ 3. Les fabricants ainsi que les importateurs et les acquéreurs intracommunautaires exclusifs ou grossistes versent la rémunération pour copie privée dans les soixante jours de la notification du montant de celle-ci par la société de gestion des droits.

Pour l'application de l'alinéa précédent, il faut entendre par :

1^o les importateurs et les acquéreurs intracommunautaires exclusifs : les importateurs et les acquéreurs intracommunautaires qui ont un droit exclusif de distribution des supports ou des appareils sur le territoire national;

2^o les importateurs et les acquéreurs intracommunautaires grossistes : les importateurs et les acquéreurs intracommunautaires qui ont pour activité principale de revendre les supports ou les appareils à d'autres distributeurs.

§ 4. Les importateurs et les acquéreurs intracommunautaires qui ne sont pas visés au § 3 versent la rémunération pour copie privée dès la notification du montant de celle-ci par la société de gestion des droits.

Art. 5. § 1^{er}. Les factures délivrées par les redevables ainsi que par les distributeurs, grossistes ou détaillants de supports mentionnent de manière distincte le montant de la rémunération pour copie privée qui se rapporte aux supports.

Les factures concernant des appareils, délivrées par les distributeurs, grossistes ou détaillants permettent l'identification du redevable et mentionnent le numéro de la facture que ce dernier a délivré pour ces appareils.

§ 2. Les distributeurs, grossistes ou détaillants de supports ou d'appareils ne peuvent accepter des factures sur lesquelles ne figurent pas les mentions visées au paragraphe précédent.

Art. 6. Les redevables ainsi que les distributeurs, grossistes ou détaillants de supports ou d'appareils remettent à la société de gestion des droits les renseignements nécessaires au contrôle de la perception de la rémunération pour copie privée.

Le Ministre détermine les renseignements visés à l'alinéa précédent.

Art. 7. Afin d'obtenir le remboursement de la rémunération pour copie privée, les personnes visées à l'article 57 de la loi doivent remettre à la société de gestion des droits une copie des factures relatives aux supports ou aux appareils qui sont utilisés dans les conditions définies au même article de la loi.

La société de gestion des droits rembourse la rémunération pour copie privée sans déduction des frais de gestion.

Wanneer de kennisgeving betrekking heeft op de weigering van een vergunning, wordt de termijn bepaald in artikel 2, § 3, tweede lid, gedurende een maand opgeschort.

§ 5. De toekennung, de weigering en de intrekking van de vergunning worden aan de betrokken beheersvennootschap ter kennis gebracht bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs.

Art. 3. De beheersvennootschap overhandigt ieder jaar op 30 juni en op 31 december aan de Minister een verslag betreffende de inning en de verdeling van de vergoeding voor het kopiëren voor eigen gebruik.

Art. 4. § 1. De bijdrageplichtigen verstrekken maandelijks een aangifte aan de beheersvennootschap voor de twintigste dag volgend op de maand waarop de aangifte betrekking heeft.

§ 2. De aangifte bedoeld in § 1 vermeldt :

1^o het aantal, alsook de eigenschappen en de opnameduur van de dragers die tijdens de periode waarop de aangifte betrekking heeft, op het nationale grondgebied in de handel worden gebracht;

2^o het aantal, alsook de eigenschappen en de door de bijdrageplichtige aangerekende verkoopprijs van de apparaten die tijdens de periode waarop de aangifte betrekking heeft, op het nationale grondgebied in de handel worden gebracht.

De Minister kan met het oog op de vaststelling van het bedrag van de vergoeding vragen dat aanvullende gegevens worden verstrekt en kan voor de aangifte het gebruik van een standaardformulier verplicht stellen.

§ 3. De fabrikanten, alsook de invoerders en de intracommunautaire aankopers, ongeacht of zij exclusieve handelaars dan wel groothandelaars zijn, betalen de vergoeding voor het kopiëren voor eigen gebruik binnen de zestig dagen te rekenen van de betrekking van het bedrag van de vergoeding door de beheersvennootschap.

Voor de toepassing van het vorige lid moet worden verstaan onder :

1^o de exclusieve invoerders en exclusieve intracommunautaire aankopers : de invoerders en de intracommunautaire aankopers die op het nationale grondgebied een exclusief recht hebben voor de verdeling van dragers of apparaten;

2^o de als groothandelaar aangemerkt invoerders en intracommunautaire aankopers : de invoerders en de intracommunautaire aankopers die de doorverkoop van dragers of apparaten aan andere verdelen als voorname activiteit hebben.

§ 4. De invoerders en de intracommunautaire aankopers die niet zijn omschreven in § 3, betalen de vergoeding voor het kopiëren voor eigen gebruik vanaf de betrekking van het bedrag van de vergoeding door de beheersvennootschap.

Art. 5. § 1. De facturen uitgereikt door de bijdrageplichtigen, alsook door de verdelen van dragers en door de groothandelaars of kleinhandelaars daarin, vermelden op onderscheiden wijze het bedrag van de vergoeding voor het kopiëren voor eigen gebruik dat betrekking heeft op de dragers.

De facturen betreffende apparaten, uitgereikt door de verdelen en door de groothandelaars of kleinhandelaars, laten toe de identiteit van de bijdrageplichtige vast te stellen en vermelden het nummer van de factuur die deze laatste met betrekking tot deze apparaten heeft uitgereikt.

§ 2. De verdelen van dragers of apparaten en de groothandelaars of kleinhandelaars daarin mogen geen facturen aanvaarden waarop de in de vorige paragraaf bedoelde gegevens niet zijn vermeld.

Art. 6. De bijdrageplichtigen, alsook de verdelen van dragers en de groothandelaars en kleinhandelaars daarin delen aan de beheersvennootschap de inlichtingen mede die nodig zijn voor het toezicht op de inning van de vergoeding voor het kopiëren voor eigen gebruik.

De Minister bepaalt welke inlichtingen overeenkomstig het vorige lid moeten worden medegedeeld.

Art. 7. Met het oog op de terugbetaling van de vergoeding voor het kopiëren voor eigen gebruik, moeten de personen bedoeld in artikel 57 van de wet aan de beheersvennootschap een afschrift doen toekomen van de facturen betreffende de dragers en de apparaten die worden gebruikt onder de voorwaarden bepaald in hetzelfde artikel van de wet.

De beheersvennootschap betaalt de vergoeding voor het kopiëren voor eigen gebruik zonder inhouding van de beheerskosten terug.

Art. 8. § 1^{er}. A l'exception des dispositions visées au § 2, le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} août 1995.

§ 2. L'article 6 entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel visé à l'article 6, alinéa 2, et au plus tard le premier jour du sixième mois qui suit le mois de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 9. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 juin 1995

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Art. 8. § 1. Met uitzondering van de bepalingen bedoeld in § 2, treedt dit besluit in werking op 1 augustus 1995.

§ 2. Artikel 6 treedt in werking de dag van de inwerkingtreding van het ministerieel besluit bedoeld in artikel 6, tweede lid, en ten laatste de eerste dag van de zesde maand volgend op de maand waarin dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 9. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 juni 1995

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 95 — 1905

[Mac — 3483]

6 JUILLET 1995. — Arrêté ministériel relatif à l'adjudication d'échange à prix prédéterminés du 11 juillet 1995 d'obligations linéaires proches de leur échéance finale contre des obligations linéaires d'échéance finale plus éloignée

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté royal du 9 janvier 1995 relatif à l'échange en 1995 d'obligations linéaires contre d'autres obligations linéaires de lignes et d'échéances diverses.

Arrête :

Article 1er. Le 11 juillet 1995 aura lieu l'adjudication d'échange à prix prédéterminés d'obligations linéaires proches de leur échéance finale contre des obligations linéaires d'échéance finale plus éloignée.

Art. 2. Les participants à l'adjudication d'échange doivent être inscrits au fichier souscripteurs "Obligations linéaires" de l'Administration de la Trésorerie.

Art. 3. La technique d'échange utilisée est celle de l'offre d'échange à prix prédéterminés.

Art. 4. L'offre d'échange à prix prédéterminés repose sur l'appel d'offres portant sur un prix déterminé à l'avance par le Ministre des Finances pour chaque échange d'obligations linéaires proches de leur échéance finale contre des obligations linéaires d'échéance finale plus éloignée.

Art. 5. Les candidats à l'échange doivent fixer, par quotités de dix millions de francs, le montant nominal à souscrire dans une ou plusieurs lignes d'obligations linéaires proposées à l'échange, au moyen d'obligations linéaires qu'ils sont disposés à céder à l'Etat, au prix d'échange prédéterminé fixé par le Ministre des Finances.

Art. 6. Par prix d'échange prédéterminé, on entend un capital nominal d'obligations linéaires à céder offertes à l'échange pour un capital nominal de cent francs d'obligations linéaires souhaitées.

Le prix d'échange prédéterminé tient compte du rapport entre les valeurs actuelles, le jour de l'opération, de l'obligation linéaire offerte à l'échange — y compris les intérêts courus — et de l'obligation linéaire souhaitée en échange.

Art. 7. Les intérêts dus sur les obligations linéaires cédées ne sont pas payés par l'Etat belge, puisque le prix d'échange est déterminé en tenant compte de ces intérêts courus.

Art. 8. Les obligations linéaires proches de leur échéance finale visées par l'échange sont :

— obligations linéaires 10 % — 5 avril 1996 (code 245/51).

MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 95 — 1905

[Mac — 3483]

6 JULI 1995. — Ministerieel besluit betreffende de omruilingsaanbesteding tegen vooraf vastgestelde prijzen op 11 juli 1995 van lineaire obligaties waarvan de eindvervaldag nabij is tegen lineaire obligaties met een latere eindvervaldag

De Minister van Financien.

Gelet op het koninklijk besluit van 9 januari 1995 betreffende de omruiling in 1995 van lineaire obligaties tegen andere lineaire obligaties van verschillende lijnen en vervaldagen,

Besluit :

Artikel 1. Op 11 juli 1995 zal de omruilingsaanbesteding tegen vooraf vastgestelde prijzen van lineaire obligaties waarvan de eindvervaldag nabij is tegen lineaire obligaties met een latere eindvervaldag plaatshebben.

Art. 2. De deelnemers aan de omruilingsaanbesteding moeten in het inschrijversbestand "Lineaire obligaties" van de Administratie der Thesaurie ingeschreven zijn.

Art. 3. De gebruikte omruilingstechniek is deze van een omruilingsofferte tegen vooraf vastgestelde prijzen.

Art. 4. De offerte van omruiling tegen vooraf vastgestelde prijzen berust op offerteaanvragen gebaseerd op een door de Minister van Financien vooraf vastgestelde prijs voor elke omruiling van lineaire obligaties waarvan de eindvervaldag nabij is tegen lineaire obligaties met een latere eindvervaldag.

Art. 5. De kandidaten voor de omruiling dienen per quotiteiten van tien miljoen frank het nominale in te tekenen bedrag vast te stellen in één of verschillende lijnen van de ter omruiling voorgestelde lineaire obligaties, door middel van lineaire obligaties die zij bereid zijn aan de Staat af te staan, tegen een door de Minister van Financien vooraf vastgestelde omruilingsprijs.

Art. 6. Onder vooraf vastgestelde omruilingsprijs verstaat men een nominale kapitaal van ter omruiling aangeboden lineaire obligaties voor een nominale kapitaal van honderd frank in gewenste lineaire obligaties.

De omruilingsprijs houdt rekening met de relatie tussen de actuele waarden van de ter omruiling aangeboden lineaire obligatie — met inbegrip van de opgelopen interesses — en de voor de omruiling gewenste lineaire obligatie op de dag van de verrichting.

Art. 7. De verschuldigde interessen op de afgestane lineaire obligaties worden niet door de Belgische Staat betaald vermits de omruilingsprijs vastgesteld is rekening houdend met deze opgelopen interessen.

Art. 8. De voor de omruiling beoogde lineaire obligaties waarvan de eindvervaldag nabij is, zijn :

— lineaire obligaties 10 % — 5 april 1996 (code 245/51).